

CANNONDALE - SCOTT - TREK...
VELOS ELECTRIQUES

FunWay

VELOS 

LA GARDE bordure autoroute
04 83 42 52 87 derrière Grand Var

UN PREMIER TOUR SI PARTICULIER



(Photo Dominique Léniche)

La Seyne
Willemot résiste

23 %



(Photo Dominique Léniche)

Six-Fours
Vialatte se rassure

44 %

Bandol

Le duel



Sanary

Du premier coup



68 %

Le Beausset

La surprise Et Friedler



41 %

**TOUS
LES RÉSULTATS
COMMUNE
PAR COMMUNE
PAGES
2 À 35**

- Saint-Cyr : large avance pour P. Barthélemy, mais...
- R. Castell, nouveau maire du Castellet ● Signes : H. Verduyn en tête.
- B. Monier (Evenos) et R. Jourdan (La Cadière) réélus.

Les leçons du premier

La prime au sortant n'aura jamais été aussi « élevée » que lors de ce scrutin. De nombreux maires, dans de grandes villes du Var, ont en effet été réélus dès ce premier tour

Un scrutin inédit, « contaminé » par la crise du coronavirus (lire en page suivante) qui était hier dans tous les esprits. Le premier tour de l'élection municipale avait tout de l'ambiance d'un film de science-fiction ce dimanche. Pour autant, les électeurs qui se sont rendus aux urnes dans le Var ont renouvelé pour beaucoup leur confiance au maire en place. La prime au sortant, comme on dit, à quelques exceptions près.

1 Le Rassemblement national (RN) en recul

En 2014, le RN avait franchi la barre des 15 % dans plus de 25 villes du département au premier tour. Finalement, ce sont trois communes – Fréjus, Cogolin et Le Luc – qui étaient tombées dans l'escarcelle du parti de Marine Le Pen au terme de l'élection. Qu'en est-il 6 ans après ? Sans surprise, le maire de Fréjus écrase la concurrence, certes partie en ordre très dispersé à droite. David Rachline tire ainsi son épingle du jeu politique dès ce dimanche en obtenant plus de 50 % des suffrages exprimés. Élu. Une tout autre histoire pour les deux autres édiles RN du Var. Ainsi, le maire sortant du Luc Pascal Verelle atteint les 37,96 %, se faisant doubler par Dominique Lain, sans étiquette (43,94 %). Quant à Marc-Etienne Lansade, élu en 2014 sous les couleurs du FN (il a depuis quitté le parti), il caracole certes en tête à Cogolin... Mais ses 47,5 % ne lui éviteront pas un deuxième tour. Le RN perd même des points dans certaines villes, par exemple à Toulon (20,48 % en 2014 contre 14,99 % des suffrages exprimés cette année) ou encore à Six-Fours, où le délégué départemental du parti, Frédéric Boccaletti, fait moins bien qu'en 2014, passant de 29,51 % en 2014 à 21,64 %.

LES COMMUNES OÙ LES MAIRES SONT ÉLUS AU PREMIER TOUR



2 Prime aux sortants... et candidat unique

Rachline mais aussi Masquelier (divers) réélu à Saint-Raphaël. Strambio (sans étiquette) à Draguignan. Brémond (LR) à Brignoles. Vincent Morisse (divers droite) à Sainte-Maxime. Hubert Falco (divers droite) à Toulon... La liste des maires réélus dès ce premier tour est encore longue. Entre le fait que plus de 40 communes ne comptaient qu'un candidat lors de ce scrutin et des maires sortants plébiscités ce dimanche soir, la carte du Var ne change

guère. Le suspense reste malgré tout entier à La Seyne, où Marc Vuillemot et sa liste d'union de la gauche (23,02 %) se retrouvent cernés... par quatre concurrents. Sans les tractations d'entre-deux-tours, c'est donc une quinquangulaire qui pourrait se profiler. Mais avec deux listes divers droite (Nathalie Bicais à 21,82 % et Sandra Torres à 11,195 %), une autre divers gauche tendance écologiste (Luc Patentreger, 13,84 %) plus le RN (Dorian Munoz, 15,61 %) dans ce mouchoir de poche, les tractations devraient

aller bon train d'ici demain soir, date limite de dépôt des listes « revues et corrigées » via d'éventuelles alliances. Scénario presque identique à Hyères, cette fois dans une possible quadrangulaire avec en tête le maire sortant LR Jean-Pierre Giran (33,47 %), relativement loin devant l'ex-premier magistrat divers droite Jacques Politi (19,67 %) et la liste RN d'Yves Kbaïer (14,50 %), talonné par William Seemuller (13,22 %), divers centre, soutenu par La République en Marche.

3 Falco recordman à Toulon

Nouvel exploit pour Hubert Falco à Toulon. Premier maire à avoir été réélu deux fois de suite dès le premier tour en 2014... Et rebelote pour cette édition 2020. Trois élections. Trois passages au premier tour dans la ville préfectorale du Var. L'ancien patron du Département s'offre même le luxe de faire mieux que lors du scrutin précédent en franchissant la barre des 60 % : 61,39 % (59,27 % en 2014)... mais moins bien qu'en 2008 (65,22 %).

4 La République en Marche au point mort

Difficile d'évaluer le poids de La République en Marche (LREM) dans le département. Peu de candidats. Des soutiens épars. Reste un score en demi-teinte dans les communes où le parti présidentiel était officiellement représenté. Par exemple à Toulon, où la députée LREM Cécile Muschotti recueille à peine 7,33 %. Désillusion également pour Sandrine Hacquard à Saint-Raphaël et ses 6,78 %. Au Beausset, Claude Alimi se qualifie en revanche pour le 2^e round avec 16,44 % des suffrages exprimés, toutefois loin, très loin, derrière Edouard Friedler (sans étiquette), qui caracole à 41,11 %. À Saint-Maximin, Vesselina Garello est pour sa part en position de se maintenir avec une 3^e place à 16,63 %.

5 Pas de percée verte

Pas de vague verte dans le Var. Si à La Seyne, Luc Patentreger peut se poser en arbitre, la tendance nationale émanant des élections européennes semble faire pschitt dans le département. Une conséquence du « verdissement » prononcé de l'ensemble des listes, de gauche à droite ?

S. MAYOL

Vers de nouvelles élections après la fin de la crise du coronavirus ?

Et si le premier tour qui s'est tenu hier n'avait servi à (presque) rien ? La question se pose. Aggravation de la crise du coronavirus oblige, la tenue du second tour dimanche prochain semblait, hier soir, fortement compromise. Tout en estimant que le premier tour « s'est parfaitement déroulé », le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé en début de soirée qu'il réunirait à nouveau « dans les prochains jours » les experts scientifiques et « les représentants des forces politiques » afin de prendre une décision en la matière. Il s'exprimait alors que la pression sur l'exécutif ne cessait de monter. Dès samedi soir, plusieurs responsables de l'opposition – parfois les mêmes qui quelques jours plus tôt réclamaient le maintien de ces élections –, avaient finalement appelé à l'annulation de l'ensemble du scrutin. Et hier, le

mouvement – cette fois pour un report du second tour – prenait de l'ampleur. « La maintenir serait mauvais pour la santé des citoyens, mais aussi pour celle de la démocratie », estimait ainsi le député LFI François Ruffin avant même la fermeture des derniers bureaux de vote à 20 heures. Sur France 2, le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts, Julien Bayou, demandait d'« étudier l'hypothèse », alors que l'eurodéputé (également EE-LV) Yannick Jadot plaidait clairement pour un « report ». Au Rassemblement national, la présidente Marine Le Pen affirmait que « le second tour n'aura manifestement pas lieu compte tenu de l'aggravation prévisible de l'épidémie. Il faut considérer acquises les élections de premier tour et reporter les autres dans quelques mois quand l'épidémie sera jugulée ». Et l'un de ses lieutenants, l'eurodéputé Nicolas Bay,

s'interrogeait sur la « légitimité démocratique » du scrutin, étant donné l'abstention massive. Même son de cloche au PS : « Pourquoi convoquer un premier tour si on sait d'ores et déjà qu'il n'y aura pas de second tour ? », s'étonnait le Premier secrétaire Olivier Faure. Côté LR (alors que l'entourage du patron du parti, Christian Jacob, faisait savoir que celui-ci avait été testé positif au coronavirus), c'est le chef des sénateurs LR Bruno Retailleau qui a demandé de « la transparence » et « que nous mettions sur la table toutes les informations pour que collectivement on puisse prendre la meilleure décision pour ce pays ». Ce qui amène à une question cruciale : si effectivement un report du second tour est décidé, que se passe-t-il ? Sur Twitter, le constitutionnaliste et professeur de droit public à l'université de Lille

Jean-Philippe Derosier soulignait qu'il s'agirait d'un « cas inédit », et estimait « qu'un tel report annulerait le 1^{er} tour. Il n'est pas possible de déconnecter les deux tours d'un même scrutin sans altérer sa sincérité ». Autrement dit, il faudrait reprendre à zéro... en organisant à nouveau un premier tour ! « Presque à zéro », toutefois, car les maires ayant été élus dès le premier tour pourraient le rester. Un avis qui n'est toutefois pas partagé par tout le monde. Pour un autre constitutionnaliste, Didier Maus, interrogé par nos confrères de FranceInfo, la logique du Code électoral, c'est « on devrait oublier les résultats d'aujourd'hui si on ne fait pas le second tour ». Et dans tous les cas, un report du second tour nécessite le vote cette semaine d'une loi à ce sujet.

tour dans le Var

La « coronabstention » vide les bureaux de vote

Dans le contexte sanitaire actuel, fallait-il maintenir le premier tour des élections municipales à la date du 15 mars ? À l'évidence, si l'on s'en tient au seul taux d'abstention record – plus de 50 % dans le Var –, la réponse est non.

Ni les mesures d'hygiène drastiques (notamment l'utilisation obligatoire de gel hydroalcoolique à l'entrée et à la sortie du bureau), ni le Président de la République, qui a pourtant donné l'exemple en allant voter au Touquet à la mi-journée, n'ont visiblement réussi à rassurer les électeurs. Ces derniers, sans doute effrayés par les mesures annoncées samedi soir par Édouard Philippe – la fermeture de tous les commerces « non essentiels » –, n'ont en effet pas pris le risque de s'exposer au coronavirus.

Pas plus risqué que d'aller faire ses courses

Hier matin pourtant, à l'ouverture des bureaux de vote à 8 h 00, rien ne laissait présager une telle désertion. À l'école des Trois Quartiers à Toulon, il était même difficile de trouver où se garer. Il est vrai que la place de Vert Coiteau n'était dans un premier temps pas accessible aux voitures. « Les électeurs qui viennent généralement tôt le matin n'ont apparemment rien changé à leurs habitudes », commente alors Hélène Audibert, présidente de l'un des bureaux de vote.

Et effectivement, à la sortie des urnes, les électeurs matinaux n'avaient pas beaucoup



En dépit des mesures sanitaires mises en place, les électeurs varois ont été une minorité à se déplacer dans les bureaux de vote hier. (Photo Luc Boutria)

d'états d'âme. « J'aurais compris si les élections avaient été repoussées à cause de la pandémie, mais j'ai plutôt confiance dans les autorités. Je n'ai donc pas du tout hésité à venir voter », confie Alain. Nicole affiche la même sérénité. « Je ne prétends pas que le coronavirus est sans danger, mais il me semble plus risqué d'aller faire mes courses que de venir voter dans un bureau où du gel est mis à disposition. C'est sans appréhension que j'ai exercé mon devoir de citoyenne ».

À plus de 60 ans, Anna, elle, avoue « avoir ressenti un petit coup de stress » samedi soir à l'écoute du Premier ministre. Mais la raison l'a finalement emporté : « J'ai pris mon propre stylo pour l'émargement

et j'ai respecté toutes les consignes sanitaires. La vie ne va pas s'arrêter », lâche-t-elle. En centre-ville, au collège Pagnol, Marie-Françoise n'a rien laissé au hasard. « Pour ne prendre aucun risque, j'ai préparé mon bulletin de vote à l'avance. J'ai enfilé des gants en latex et opté pour un foulard plutôt qu'un masque ».

Pas vraiment d'enjeux

Mais force est de constater que ces électeurs inébranlables sont une minorité. Ainsi, rencontrés sur le port de Toulon, Sophie et Eric ne sont pas allés voter. « Une première », confie l'homme. Avant de s'expliquer : « Les municipales auraient pu être reportées. Vu la pandémie, il n'y avait pas d'urgence à les maintenir coûte

que coûte ». Sophie ajoute : « On a l'impression qu'il y a une politique sanitaire et une politique politicienne ».

Julie avait d'abord prévu d'aller voter. Mais les annonces d'Édouard Philippe lui ont fait « prendre conscience de la dangerosité de l'épidémie ». Enceinte de huit mois, la jeune femme a préféré ne pas prendre de risque. « Surtout à Toulon, où Hubert Falco a toutes les chances d'être réélu ». Le pronostic était bon... Quant à Marguerite et Pierre, ils ont écouté les conseils de leur médecin : « Vu notre âge, plus de 80 ans, il nous a recommandé de sortir le moins possible. On s'est donc abstenu ».



L'ÉDITO

de
MICHÈLE COTTA

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

Une union nécessaire

Le temps de l'union est venu. Certes, le mot « union » est presque un gros mot dans le monde politique. Et pourtant, oui, l'union est désormais nécessaire, après un scrutin complètement dominé par la crise sanitaire sans précédent qui frappe la France. Le temps n'est plus de savoir si oui ou non, il fallait organiser un premier tour des Municipales dans cette phase de l'épidémie. On sait que le conseil d'experts médicaux, dont s'entourent le gouvernement et le Président, n'avait pas, en milieu de semaine dernière, donné d'avis négatif. On sait aussi que, consultée par Emmanuel Macron, une partie de l'opposition dont le Président du Sénat, Gérard Larcher, s'était élevée contre un report, qu'il considérait comme quasiment anti-démocratique. Mais quarante-huit heures plus tard, les cas de coronavirus ont flambé en France et, tout en décidant la fermeture de tous les lieux de réunion, le Premier ministre a dû rappeler, sur un ton sévère, aux

« Quand peut-on, institutionnellement et médicalement, envisager un second tour ? »

Français que le meilleur rempart à la maladie, c'était le comportement civique de chacun d'entre eux. Jusqu'au milieu de la nuit, samedi, après l'intervention nécessaire

d'Édouard Philippe, l'Elysée s'est posé la question du report du premier tour. Trop tard. Et trop tard aussi pour les électeurs dont une grande majorité, pour la première fois dans des élections municipales, a choisi l'abstention. Heureusement pour les Français, il n'y a pas eu, dimanche soir, de véritable empoignade à ce sujet sur les plateaux. La seule question qui s'est posée est celle de la tenue du deuxième tour, la semaine prochaine, dans une phase de l'épidémie sans doute pire.

Et sur ce point, une fois n'est pas coutume, les politiques, de tous bords sont à peu près tombés d'accord sur la procédure proposée par Édouard Philippe : après avis des mêmes experts médicaux, tous les représentants des partis seront consultés par Matignon pour envisager ensemble la suite des opérations. Quand peut-on, institutionnellement et médicalement, envisager un second tour ? Que faire, dans ce cas des élus dès le premier tour ? Faudra-t-il tout recommencer ? A la classe politique, dans cette situation exceptionnelle, de trouver une réponse exceptionnelle.

P.-L. P.

plpages@varmatin.com